

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 001 du Lundi 17 Avril 2023-TEL: (+237) 674114156-DP: Raphael Mforlem



CASHOP
VENTE DE BIJOUX
SACS ET ACCESSOIRES AFRITUDES.
E-MAIL : Cashopcamen@gmail.com
☎ (+237) 655 89 44 83 / 690 40 48 13
📍 Sis BIYEM-ASSI, MONTÉE CHAPELLE OBILI, FACE COLLÈGE EHS.



ACCESSOIRES AFRICAINS DE BEAUTÉ

Un secteur à explorer

C'est ce que fait Nguegan Catherine Angélique, passionnée de tout ce qui est culture africaine, un amour qui a poussé cette camerounaise à mettre sur pied l'entreprise C.A. SHOP, nonobstant le fait que l'intérêt pour les accessoires afruités de beauté ne soit pas une passion pour un grand nombre.

Pp. 2-3

**BANANE DESSERT
PLUS DE 7 289
TONNES EXPORTÉES
AU PREMIER TRIMESTRE**

PAGE 4



**PERFORMANCES
LE PAD CLASSE
PREMIER EN
ZONE CEMAC**

PAGE 4

**TÉLÉPHONIE MOBILE
LE SUD-AFRICAIN
MTN VEUT SE RETIRER
DE TROIS MARCHÉS
EN AFRIQUE**

PAGE 7



ENTREPRISES

ACCESSOIRES AFRICAINS
DE BEAUTE

Sacs à main, accessoires en perles à l'instar des colliers, des bracelets... vêtements pour femmes et hommes, accessoires africains de décoration notamment des louches personnalisées faites avec des perles, des produits cosmétiques de la femme à la peau noire, sont entre autres articles disponibles à C.A. SHOP, boutique spécialisée dans la commercialisation des bijoux, sacs et accessoires africains. Située dans la capitale Yaoundé au quartier Biyem-Assi, montée Chapelle Obili, l'établissement qui a officiellement été inauguré il y a plusieurs mois, est l'œuvre de Nguegan Catherine An-

gélifique originaire de la région de l'Ouest (Bamileké) département du Haut-Nkam, arrondissement de Banah de père et de mère du département du Mbam-et-Inoubou, arrondissement de Mouko, région du Centre. Passionnée de tout ce qui est culture africaine, (accessoire, vestimentaire, coiffures), la jeune chef d'entreprise qui a fait ses études primaires à l'École publique de Bastos (un quartier chic de la capitale Yaoundé) ou elle va obtenir son Certificat d'étude primaire (CEP). Elle va intégrer le secondaire pour ce qui est du premier cycle au Centre éducatif de Bastos ou elle en ressort avec un Brevet de

C'est ce que fait Nguegan Catherine Angélique, passionnée de tout ce qui est culture africaine, un amour qui a poussé cette camerounaise à mettre sur pied l'entreprise C.A. SHOP, nonobstant le fait que l'intérêt pour les accessoires africains de beauté ne soit pas une passion pour un grand nombre.

Un secteur à explorer



technicien et va poursuivre son second cycle au lycée technique de Douala et va par la suite

l'achever au Collège Saint Michel, avec un Baccalauréat BG, n'a pas dormi sur ses lauriers pour arriver à ses fins. C'est en Afrique du Sud pendant qu'elle poursuit ses études supérieures malgré le stress et la pression des cours que Catherine Angélique va se rapprocher des artisans pour voir comment les derniers manient les perles, et travaillent la matière première pour lui donner la forme souhaitée. Chose qui va davantage conforter sa passion pour les couleurs et les perles. C'est ainsi que depuis 2009, la promotrice de C.A. SHOP, aujourd'hui titulaire d'un Master 2 en logistique et en approvisionnement, va faire de

cette activité l'une de ses professions en devenant grossiste, important les articles faits en perles de l'Afrique du Sud pour la Cameroun. De retour au Cameroun après 15 années passées en Afrique du Sud, Nguegan Catherine Angélique, qui est en préparation d'un doctorat en logistique et en approvisionnement, en couple et mère de deux magnifiques garçons, expérimente sa première structure C.A. SHOP dans la capitale Yaoundé. D'autres représentations de cette entreprise sont en vue dans les tous prochains mois dans d'autres villes du Cameroun.

Raphael Mforlem

INTERVIEW DE LA
SEMAINE

Nguegan Catherine Angélique, Présidente directrice générale de C.A. SHOP

« Nous disposons également des bijoux unis sexe qu'une femme ou un homme peut porter ! »

Satisfait son aimable clientèle, fidélisée depuis 2009 alors qu'elle était encore étudiante en Afrique du Sud à travers la commercialisation des articles et accessoires faits à base de perles, c'est l'objectif de la mise sur pied de l'entreprise C.A. SHOP. Basée à Yaoundé dans la capitale camerounaise, Catherine Angélique Nguegan souhaite via cette structure, s'imposer dans ce domaine en proposant des articles d'origine et un service de vente coaching dont elle seule a la maîtrise. Cette chef d'entreprise a accepté dans une interview, de se confier au journal LA VOIX DES ENTREPRISES.

Promotrice d'une en-

treprise dénommée C.A. SHOP qui est le diminutif de Catherine Angélique, d'où vous est venue l'idée de mettre sur pied cet établissement ? Parlez-nous un peu de sa genèse.

J'ai toujours eu un penchant très prononcé pour ce qui concerne la culture africaine, que ce soit dans les accessoires, l'habillement, la coiffure. Me retrouver en Afrique du Sud a été une très belle opportunité de développer cette passion. À mon arrivée en Afrique du Sud, j'ai été émerveillée par tout ce qui est couleur. Je parle des tissus, tenues traditionnelles et des perles... Donc ce qui m'a le plus passionné en terme culturel dans ce pays, ce sont les perles. Je me suis

approché des artisans pour voir comment ils manient les perles, comment ils travaillent et ça m'a vraiment passionné et dès lors, et je me suis demandé pourquoi ne pas me lancer dans la commercialisation et voilà. Depuis 2009, je suis dans ce business de la vente des accessoires en perles Sud-africain. Avant de rentrer au Cameroun, j'étais d'abord grossiste. Depuis l'Afrique du Sud, j'avais des détaillants ici que je fournissais et dans le cadre social, je travaillais avec des personnes atteintes du VIH, des enfants orphelins et des veuves, doués dans la manipulation des perles. J'achetais de la matière première et eux, ils confectionnaient les perles et je les achemi-



Catherine Angélique Nguegan, PDG C.A. SHOP.

nais au Cameroun.

Dans la seule ville de Yaoundé, on dénombre une pluralité de structures qui font dans le même business que vous. Alors qu'est-ce qui fait la particularité de C.A. SHOP, quelle est la plus-value qu'offre votre entreprise ?

La particularité de C.A. SHOP, c'est que nous ne travaillons pas avec les grossistes, nos produits (perles) émanent des producteurs (fabricants). Il y a par exemple des colliers que vous verrez chez nous, mais que vous ne trouverez nulle part ailleurs parce qu'elles sont faites maison. Autre chose, c'est que, chez C.A. SHOP, nous nous constituons en Agence de conseil ou de coaching pour notre clientèle. Lorsque nous recevons une cliente, nous nous intéressons d'abord à ce qu'elle veut, à ce à quoi elle voudrait ressembler une fois qu'elle a porté l'un de nos bijoux, et c'est sur cette base que nous lui prodiguons des conseils. Nous ne nous contentons pas seule-

ment à la commercialisation du produit. Au terme de l'échange, la cliente trouve son compte et se sent confortable dans le choix de son accessoire.

À C.A. SHOP, retrouvez-vous des accessoires mixtes, c'est-à-dire des articles tant pour l'agent féminine que masculine ?

Bien évidemment, en Afrique du Sud, permettez que je prenne cet exemple parce que c'est là-bas que ce projet a pris corps. En Afrique du Sud, les perles sont hypers, mais alors hypers significatives tant pour les hommes que pour les femmes. C'est vrai qu'ici au Cameroun, on n'a pas encore la culture de voir un homme avec un collier... mais pourtant, c'est le cas ailleurs. Aujourd'hui lorsqu'un homme entre dans la boutique accompagnée de sa compagne pour effectuer des achats, nous profitons pour

présenter au monsieur sur des photos, des agencements des accessoires qu'un homme est capable de porter. Ça peut être des bijoux, colliers, sac à main... Nous disposons également des bijoux unis sexe qu'une femme ou un homme peut porter.

Vous venez de nous parler des accessoires faits à base des perles. Outre ces bijoux, quels autres articles mettez-vous à la disposition de votre aimable clientèle ?

Alors parlant des accessoires que C.A. SHOP met à la disposition de sa clientèle, nous avons plusieurs produits scindés en différentes catégories. Nous avons des accessoires en perles (bracelet, colliers) ; des accessoires africains de décoration à l'instar des louches personnalisées faites avec des perles, des vêtements pour hommes, des vêtements pour femmes ; éventuellement des ac-

cessoires comme des sacs à main. En outre, nous avons également des produits cosmétiques, car nous prôtons tout ce qui est africain avec un accent sur la cosmétique de la femme à la peau noire. Nous avons des savons faits à base de cacao, de lait de chèvre...

Parlant des coûts de vos produits, sont-ils à la portée du Camerounais moyen, au bas mot, à combien revient un article à C.A. SHOP ?

Nous sommes un établissement soucieux de la conjoncture que vivent les Camerounais en ce moment. Pour ce faire, nous tenons compte même au niveau des prix que nous homologuons. Cela étant, les coûts de nos articles varient entre 1500 FCFA et 50 000 FCFA, ceci pour que chaque couche de la population puisse y trouver son compte.

Madame Catherine

Nguegan, lorsqu'on vous écoute, vous êtes la preuve de ce que l'entrepreneuriat féminin est porteur. Quel conseil donneriez-vous à la jeune fille qui refuse d'oser et n'a pour seul objectif le recrutement à la fonction publique, et aux décideurs pour améliorer l'entrepreneuriat féminin au Cameroun ?

À ces jeunes filles en quête d'emploi, je leur dirais que devenir entrepreneur requière que l'on ait une personnalité forte afin de pouvoir faire face aux difficultés que l'on serait amenées à rencontrer. Mais aussi, que ces dernières n'hésitent pas à se lancer, car l'Etat ne saurait offrir de l'emploi à tous les Camerounais. Et même si elles rencontrent des difficultés, qu'elles persévèrent, car c'est au bout de l'effort qu'elles y parviendront. L'absence de la femme africaine a toujours été associée à l'image de

l'espoir du courage de la femme battante de la mère porteuse, et certains gouvernants ont tendance à oublier que la femme contribue au développement économique de tout pays. Pour ma part, je pense qu'il faudrait éradiquer certains freins comme avoir un meilleur accès à l'éducation, être proche de l'information, supprimer les barrières liées à la mentalité, aux attaches coutumières. Une meilleure image de la femme entend que dirigeante d'entreprise, femme et mère permettrait à ce que nous puissions montrer de quoi nous sommes capables. En outre, soutenir les femmes dans leur désir d'entreprendre et de les promouvoir est un investissement gagnant et durable.

Propos recueillis par Raphaël Mforlem

COOPERATION MAROC – CAMEROUN

Le secteur cuir et bois en pourparlers à Rabat

Achille Bassilekin III, ministre des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat, était à la tête d'une importante délégation camerounaise au premier forum des affaires Maroc – Cameroun sur le Bois et le Cuir qui s'est tenu du 10 au 12 mai 2023 à Rabat.

Redynamiser et renforcer les liens de coopération économique et commerciaux entre le Cameroun et le Maroc, ce sont les objectifs de la première édition du forum des affaires Maroc – Cameroun sur le Bois et le Cuir tenu à Rabat au Maroc sur le thème : « Le développement des filières du bois et du cuir au service de la promotion économique et la redynamisation de la coopération entre le Cameroun et le Maroc ». Ouvert le 10 mai 2023, en présence du président de la Fédération marocaine des Industries du cuir (Fedic), Jettou Azzedine, il a

été question pour les deux pays de partager, leurs expériences et leurs meilleures pratiques dans les secteurs du bois et du cuir, avec pour objectif de développer parallèlement ces différentes filières et encourager les investissements et la coopération bilatérale.

D'après Achille Basilikin III, ministre des petites et moyennes entreprises, « L'essor des PME et de l'artisanat dans la filière du bois au Maroc nous livre de précieux enseignements sur les ingrédients du succès de la transformation locale du bois, notamment les 2e et 3e transformation. Nous venons donc tirer parti du savoir-faire marocain et poser



Achille Bassilekin III, ministre des PME de l'économie sociale et de l'artisanat

les jalons de partenariats entre PME et artisans marocains et camerounais ». A-t-il renseigné avant de renchérir « qu'il est question, d'accélérer la transformation structurelle de notre économie et accélérer le développement de chaînes de valeur bénéfiques au Cameroun dans ces deux filières. Surtout que, le pays regorge d'énormes ressources et potentialités en la matière ». Durant les trois journées qu'ont duré les travaux, plu-

sieurs sujets ont meublé ce forum notamment, le cadre incitatif à l'investissement privé au Cameroun, le potentiel du secteur du cuir marocain, la formation et le développement des échanges commerciaux entre les deux pays. Les parties prenantes ont également abordé des sujets tels que les opportunités d'investissement dans les filières bois et cuir au Cameroun, l'appui de la Banque Africaine de développement (BAD) au Maroc et l'amélioration des partenariats commerciaux entre les acteurs privés et publics marocains et camerounais en matière de commerce du bois.

Présent aux travaux, Mouhamadou Youssifou, l'ambassadeur du Cameroun au Maroc, a précisé que le choix des secteurs du bois et du cuir s'appuie sur les priorités du gouvernement camerounais, consignées dans

la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 (SDN30). Il a aussi souligné l'importance de ces secteurs dans l'économie camerounaise, tout en reconnaissant le potentiel du Maroc dans l'industrie du cuir.

Au terme de ce premier forum Maroc – Cameroun basé sur le Bois et le Cuir, Achille Basilikin III a lancé un appel aux investisseurs marocains qui s'investissent dans ces deux secteurs : « Le Cameroun constitue une terre d'attractivité et de retour rapide sur investissement. C'est pourquoi nous offrons des incitations à l'ouverture de succursales marocaines dans ces deux filières, au développement des joint-venture, à la coentreprise pour faciliter le transfert de savoir-faire et tirer parti des progrès techniques et technologiques du Maroc ».

Lavoisier Essama

ENTREPRISES

BANANE DESSERT

Après la chute observée tant dans la production que dans les exportations de la Cameroon Development Corporation (CDC) du fait de la crise anglophone ces dernières années, le premier employeur du pays après l'Etat connaît une relance de ses activités au premier trimestre de l'année 2023.

Plus de 7 289 tonnes exportées au premier trimestre

Ce sont au total 7 289 tonnes de banane dessert, qui ont fait l'objet d'exportation par la Cameroon Development Corporation (CDC) entre janvier et mars 2023, d'après le rapport récemment rendu public par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam). Comparativement, à la même période en 2022, la CDC réalisait des exportations de l'ordre de 4 541 tonnes. Selon l'Assobacam, la Cameroon Development Corporation, c'est l'un des meilleurs chiffres réalisés depuis l'exercice 2020. À la question de savoir les raisons qui expliquent cette hausse, l'Association dans son rapport ne mentionne aucun détail. Mais si l'on s'en tient au souhait de Franklin Ngoni

Njie, Directeur général qui en 2022 avait émis deux appels d'offres pour l'acquisition des équipements et du matériel dans l'optique de réhabiliter les plantations d'Ombe et de Pungo situé dans la région du Sud-ouest. L'on serait tenté de penser que ces résultats enregistrés sont l'émanation de ces réajustements. Surtout que pour ce qui est du camp d'Ombe, le Directeur général de la CDC a sollicité l'acquisition des groupes électrogènes et des générateurs pour les usines de conditionnements de ses produits. Ces appareillages devront servir à faire face aux coupures récurrentes d'énergie électrique. Victime des havres de la crise anglophone, le site de Pungo



quant à lui, va connaître des travaux d'électrification et de génie civil ; des équipements d'entretiens des convoyeurs, tel que souhaité par le Directeur général. Une série de réhabilitation et d'acquisitions qui devraient d'ici là permettre à la CDC de relancer ses activités de la plus belle des manières. C'est une aubaine pour cette entreprise qui se déploie

7 289 tonnes de banane dessert, exportées par la Cameroon Development Corporation (CDC) entre janvier et mars 2023.

dans un contexte marqué par la crise. Pour rappel, en février 2023, le directeur général renseignait l'opinion de ce qu'un véhicule transportant à son bord les employés de la CDC avait été victime des coups de feu issus des personnes non identifiées alors que ces derniers étaient de retour du travail dans l'après-midi du 10 février. Le bilan de l'attaque sur-

venue sur la route Tiko-Douala au Sud-ouest faisait état de 05 travailleurs tués et 45 blessés. Cette attaque du 10 février 2023 avait replongé les employés dans la psychose, et menaçait à nouveau les activités de l'entreprise, comme lors du début de la crise ou l'entreprise avait dû ralentir ses activités. Faut-il le rappeler, après le pétrole et le bois, la banane dessert est le 3e produit le plus exporté par le Cameroun. Cette hausse des exportations, n'est qu'une bonne nouvelle pour l'économie camerounaise. D'après les statistiques cette tendance haussière risquerait de poursuivre son chemin dans les prochains trimestres.

Raphael Mforlem

PERFORMANCES

Le PAD classé premier en zone Cemac

C'est ce qui ressort du rapport de l'Indice de performance logistique du mois d'avril 2023 rendu public par la Banque Mondiale (BM).

Mesurer la facilité avec laquelle il est probable d'établir des liaisons fiables entre les chaînes d'approvisionnement, c'est l'objectif de l'Indice de performance logistique (IPL) dont les statistiques sont rendues publiques par la Banque mondiale (BM). Publié en avril 2023, l'IPL renseigne que le Port autonome de Douala (PAD) est parti de la 30e place en 2022 pour la 13e place sur le chéquier continental en 2023. Un classement qui fait confirmer au Port autonome de Douala Bonabéri sa position de leader en terme de trafic portuaire non seule-

ment en zone Cemac, mais également au Cameroun. Après trois années de perturbations des chaînes d'approvisionnement du fait de la pandémie de Covid-19, période au cours de laquelle les délais de livraison se sont considérablement rallongés, et la revue « Connecting to Compete » connaît de nouveau son apparition avec la publication de son 7e rapport. Selon Mona Haddad, Directrice mondiale pour le commerce, l'investissement et la compétitivité à la Banque mondiale, « la logistique est la pierre angulaire du commerce international, et le commerce



Port autonome de Douala Bonabéri

est quant à lui un puissant moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté ». D'après ce haut responsable de la Banque mondiale, « l'indice de performance logistique aide les pays en développement à recenser les domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées pour stimuler la compétitivité ». D'après le rapport de la Banque Mondiale, le pays

de Paul Biya a amélioré son classement au niveau de l'indice de performance logistique. Au niveau continental le Port autonome de Douala (PAD) occupe la 13e place tandis que le Port de Pointe noire au Congo est classé en 15e position devant le Port de Libreville qui quant à lui occupe la 19e place. En clair, le Port autonome de Douala Bonabéri est classé en première position dans la zone Cemac, suivi du Port de Pointe-Noire au (Congo) en deuxième place et du Port de Libreville (Gabon), classé en troisième position. Pour Siruss Ngho, Directeur général du Port autonome de Douala Bonabéri, « cette performance est due au procédé de normalisation de toutes les activités du Port de Douala-Bonabéri qui a permis la reprise de la gestion des pans d'activités importants comme

le Terminal à Conteneurs qui est en train d'être remis à niveau, le dragage du chenal, des plans d'eau et des pieds de quais, le remorquage, la sécurisation de l'espace portuaire. La rénovation et la modernisation des infrastructures et superstructures, et la simplification des procédures avec la mise en œuvre des grands comptes ». Une série de disposition mise sur pied par le PAD qui a permis de suramplifier l'attractivité et la compétitivité Port autonome de Douala-Bonabéri. En 2018, le PAD a revu ses tarifs et a enregistré une hausse de plus 8 %. En 2022, le Port autonome de Douala a réalisé en terme de conteneurs embarqués et débarqués 340 000 EVP contre 25432 Evp en 2021.

FISCALITES

Selon le Directeur général des impôts, la consolidation des acquis de la dématérialisation des procédures fiscales et l'apport des mesures nouvelles de la loi de finances 2023 sont à l'origine de cette hausse des collectes fiscales.

Plus de 800 milliards collectés au premier trimestre

Sur un objectif de 761 milliards à collecter au cours du premier trimestre de l'année 2023, le trésor a collecté 818 milliards FCFA, soit 7 % de l'objectif fixé. Comparativement, à la même période en 2022, les recettes étaient de l'ordre de 638,7 milliards de FCFA contre 528 milliards de FCFA au premier trimestre de 2021. C'est au terme de la réunion mensuelle de coordination des services centraux et déconcentrés de la direction générale des impôts récemment tenue à Yaoundé que ces chiffres ont été révélés. Une performance due aux recettes pétrolières qui ont atteint la barre de 694 milliards sur une projection de 676



milliards de FCFA. Proportionnellement, à la même période en 2022, les recettes étaient de l'ordre de 623 milliards de FCFA, l'on constate une hausse de 70,7 milliards de FCFA en valeur absolue, soit 11,3 % en valeur relative. D'après la direction générale

des impôts, les recettes émanent des impôts sur les sociétés d'exploitations pétrolières se chiffrent à 33,3 milliards de FCFA à la période sous-revenue. Ces recettes sont nettement en progression de l'ordre de 17 milliards de FCFA, soit

Direction général des impôts (DGI)

plus de 50 %. Pour ce qui est des recettes affectées aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et aux EP, elles sont de 90,6 milliards de FCFA. Au cours de l'année antérieure, ces recettes étaient de l'ordre de 74,4 milliards de FCFA. En maintenant cette cadence des collectes, la direction générale des impôts devrait surpasser ses objectifs annuels de 2.800 milliards FCFA de recettes non-pétrolières. Faisant passer les recettes de 1 059 milliards de FCFA en 2010 à 2 656 milliards de FCFA à fin 2022, soit une moyenne mensuelle de collecte passée 88 milliards de FCFA en 2010 à 221 milliards de FCFA en 2022, Modeste Mopa Fa-

toing ex-DG des impôts a plus que doublé les recettes fiscales du Cameroun en 10 ans d'exercice. Pour Roger Meyong Abath nouveau, Directeur général des impôts, ces performances sont à mettre à l'actif de : « La consolidation des acquis de la dématérialisation des procédures fiscales et l'apport des mesures nouvelles de la loi de finances 2023, notamment la hausse des tarifs des droits de timbre ». Une excellente nouvelle pour le nouveau DG des Impôts, dont l'un des principaux défis à la tête de cette administration fiscale est de maintenir la courbe croissante des recettes fiscales.

Raphael Mforlem

REHABILITATION DE LA SONARA

Lors de la récente rencontre Cameroun – FMI, dans le cadre de la troisième revue de l'Accord sur la facilitation de crédit par le Conseil d'administration du FMI, des explications et des actions concrètes sur le destin de cette société partie en fumée il y a quatre ans semblent ne pas convaincre l'institution financière.

La question du financement préoccupe le FMI et le Minfi

Parmi les sujets sur la table des échanges entre la délégation du FMI en séjour à Yaoundé depuis 8 mai 2023 et le figure en bonne place, la question du financement de l'activité de la Société nationale de raffinage (Sonara) en 2022, l'état des négociations des dettes croisées non-bancaires, la situation des dettes croisées du fisc et des autres entités publiques, sa viabilité financière et la mise en œuvre des orientations du gouvernement. Toutes ces questions ont été débattues entre le Cameroun et l'équipe du FMI, dans le cadre de la 4e revue du programme économique et financier du gouvernement appuyé par la Facilité élargie de Crédit et le Mécanisme élargi de crédit.

Faut-il le rappeler, le dossier Sonara est une préoccupation majeure pour le ministère des Finances du fait que ce dossier n'a pas jusqu'ici connu validation du Conseil

d'administration du FMI. Mais aussi, ce dossier fait l'objet de plusieurs aspects non validés lors de la 3e revue tenue entre le Cameroun et le FMI. À en croire l'un des experts du FMI, « C'est pour cette raison qu'il est de nouveau sur la table des discussions avec le FMI ». Au ministère des Finances, l'on pensait avoir fini avec ce dossier alors que non, l'expert renseigne que : « Effectivement, un mémo contenant toutes les garanties et mesures envisagées et prises par le gouvernement leur a été transmis ; mais nous sommes surpris que cela revienne sur la table surtout avec ce que nous avons réalisé ces derniers temps s'agissant des dettes du secteur bancaire et des traders ».

Réunis pour la première réunion du comité interministériel dédié à la restructuration/réhabilitation de la Sonara en mai 2022, les travaux avaient



Louis Paul Motaze, Ministre de Finances.

permis de définir les actions à mener dans un délai de 4 ans. Les actions principales portaient sur l'étude technico-économique et financière assortie d'un business-plan, une étude de faisabilité à plus ou moins de 30 % du coût du projet de reconstruction de la Sonara, adossé sur un modèle de partenariat public-privé élaboré au mieux des intérêts de l'Etat et de la Sonara, ainsi que sur un modèle d'approvisionnement des matières premières et de structure des prix des produits pétroliers à pratiquer. Le rapport

de cette étude doit servir de dossier de faisabilité nécessaire à l'instruction de la procédure du Partenariat public privé, conformément à la réglementation. Rappelle le journal EcoMatin.

Parmi les critères institués par l'Etat, tout partenaire privé devrait via le comité technique reconstituer les fonds propres de l'entreprise, réaliser une étude technico-administrative et financière avec des coûts détaillés, les schémas à suivre, définir le cadre juridique, institutionnel et les modalités de financement dudit partenariat. Comme le souligne le ministère, des Finances « des choses ont certainement été faites, notamment la restructuration bancaire de la dette de la Sonara, l'ouverture d'une ligne pour leur remboursement. La signature avec Vitol, l'un des traders de la Sonara, d'une convention de restructuration de sa créance commerciale. Mais pour ce qui est du recrute-

ment du consultant, il est difficile d'en dire plus ». Selon l'un des responsables du ministère des Finances, « le FMI attend-il sans doute que l'on annonce le lancement du processus de reconstruction et de modernisation dans la configuration finale du projet « Sonara 2010 ». Mais il ne faut pas perdre de vue que le comité a fixé un délai de quatre ans pour la conduite des actions prioritaires. Donc, il va falloir encore attendre », indique-t-il.

Il est important de relever que l'Etat devra mobiliser 250 milliards de FCFA pour rattraper le décalage des pertes subies par la Sonara. Ce qui les ramènerait de 45 % à 7 %. L'incendie du cœur de la raffinerie dans la nuit du 30 au 31 mai 2019 a causé des pertes de 187 milliards de FCFA selon la commission d'enquête mise sur pied à cet effet.

CONJONCTURE

SECTEUR
MEUNIER

C'est au cours d'une réunion de travail présidée par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana avec les acteurs de la filière meunière en prélude à la célébration de la fête nationale du 20 mai, que cette information a été rendue publique, le 5 mai 2023.

Le sac de farine baisse de 1500 FCFA

Contrairement aux prix pratiqués il y a plusieurs semaines, les prix actuellement homologués sur le marché pour ce qui est d'un sac de 50 Kg est de 22 500 FCFA pour la farine de blé d'entrée de gamme, de 23 000 FCFA pour celle de milieu de gamme et 23 500 FCFA pour un sac de farine haut de gamme, une baisse de 1 500 FCFA soit 6,25 % du prix de sa sortie de l'usine. D'après Alfred Momo Ebongue, Secrétaire général du groupement des meuniers du Cameroun, « Depuis janvier 2023, le coût du sac de blé est passé de 24 000 FCFA à 22 500 FCFA pour la farine entrée

de gamme utilisée pour la production des beignets ». Cette baisse du prix de la farine milieu de gamme, utilisée pour la fabrication du pain, et haut de gamme utile pour la pâtisserie coûtent respectivement 23 000 et 23 500 FCFA contre 24 500 et 25 000 FCFA à leur sortie d'usine, il y a un an. Précisons ici que les prix sortis d'usine sont différents de ce qui sont pratiqués sur le marché, car ils comprennent certains coûts, dont le transport. Cette baisse observée est à mettre à l'actif de plusieurs facteurs. « Il y a des charges qui ont augmenté sur le plan local, vous avez le carburant, l'électricité, on a distribué



dernièrement des taxes intra-communautaires au niveau de la douane. Et puis lorsqu'on vendait le sac de farine à 24 000 FCFA, on avait quelques suspensions de charges fiscales qui n'ont plus cours aujourd'hui. Pour

Le prix de la farine de blé en chute sur le marché

dire que les charges locales ne sont plus celles qu'on avait à l'époque », renchérit le Secrétaire général groupement des meuniers du Cameroun. Selon le ministre du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana, cette baisse des prix est également due aux coûts mondiaux du blé. « J'observe aussi la même tendance baissière du marché international, il y a du blé à moudre, le contexte est honorable. Nous devons sous situer dans une approche tendancielle ça change... Nous avons toujours fait de notre souplesse pour d'autres produits, continuons de sacrifier le pain, les tendances jusqu'en fin d'an-

née sont une offre excédentaire. Ce que l'on a fait avec d'autres produits, on peut le faire avec du pain », renseigne-t-il. Pour être plus précis, « le prix attesté du blé dans la capitale économique Douala était de 420 euros la tonne soit 275 501 FCFA, au plus fort de la crise russo-ukrainienne. Présentement, le prix à la tonne est de 380 euros, soit 249 263 FCFA », laisse entendre Alfred Momo Ebongue. Toutes choses qui pourraient laisser entrevoir un approvisionnement constant du marché local en blé utile pour la fabrication de la farine.

Sorelle Ninguem

MISE EN ŒUVRE DU C2D

Évaluation à mi-parcours des différentes réalisations

Dans un rapport publié par le Secrétariat technique d'appui à l'exécution du Contrat de Désendettement et de Développement, l'institution revient sur les différents faits d'armes de la C2D dans le secteur infrastructurel, agricole et agro-alimentaire.

Dans sa globalité, le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) comprend quatre programmes parmi lesquels : le Programme capital régional. Celui-ci a permis l'aménagement 1,56 km de route dans les villes de Bafoussam, Garoua et Bertoua, ainsi que des espaces commerciaux dans ces différentes villes et les travaux ont connu réception en mars 2023. L'aménagement des voiries qui quant à lui est au menu du Programme capital régional 2 a démarré à Maroua en février 2023 ; à

Bamenda, c'est encore à l'étape de procédure. Outre l'aménagement des voiries, l'on a le Projet de drainage des eaux de pluie à Douala. À date, le projet connaît la construction de 35 km de canaux de drains, 50 km de voies de dessertes le long des drains, 14 km d'exécutoires aménagés et 4 km de voies secondaires. Pour ce qui est de la gestion des déchets, elle est en cours de finalisation. Dans la capitale Yaoundé, l'ambitieux programme « Yaoundé cœur de ville » n'est pas en reste. Nonostante le retard ob-

servé, le programme va permettre d'améliorer la mobilité dans les des carrefours particulièrement Mvan, Emombo, Sousmanguier, Awae-Escalier, Elig-Edzoa et Elig-Effa entre autres. Au plan agricole, le Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agro-pastorales, a accompagné 17 843 organisations de producteurs dont 255 247 exploitations familiales soit 73 % du taux d'accompagnement et 4 668 projets des groupements des producteurs ont été financés à ce jour sur fonds C2D. Mis en œuvre en 2008 par le gouvernement, le programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle (Afop) a permis grâce au C2D d'atteindre des résultats escomptés. 122 structures de formations professionnelles ont vu le jour, dont 96 centres et 26 écoles. Elles ont également bénéficié des ateliers péda-

gogiques et des accompagnements dans la formation des jeunes du secteur agro-pastoral. Globalement, 21 836 jeunes ont été formés dans les secteurs agricoles et connexes, près de 4 900 ont eu accès à un emploi pour un montant cumulé à 7,4 milliards de FCFA. Soucieux de diversifier l'économie des zones rurales, le C2D depuis 2012 a procédé à trois financements à savoir : la mise en place des Centres de formation aux métiers ruraux non-agricoles (CFM) de Bandjoun, Ebebdia et Maroua ; la mise en activité des Centres de formation professionnels sectoriels (Cfps) de Douala et Edéa, et les Centres de formation aux métiers ruraux non-agricoles de Ngaoundéré, Bertoua et Ndop. Ces centres de formation permettent de s'arrimer davantage à la gouvernance institutionnelle et de créer une vision novatrice dédiée au partenariat pu-



Réalisation à mi-parcours des projets C2D

blic-privé. Pour ce qui est de la valorisation du secteur de la transformation des produits agricoles et agro-alimentaires, 1 360 entreprises ont reçues 2 947 chèques-services. Par ailleurs, l'on a observé l'opérationnalisation du dispositif d'accompagnement des PME pour l'accès aux services non-financiers. Dans la phase du développement des services financiers destinée aux entreprises du secteur informel, 5 diagnostics sur les thématiques de projets ont été réalisés, 22 microfinances ont été présélectionnées pour promouvoir 10 produits financiers.

SN

FINANCEMENT DES PROJETS

Plusieurs secteurs à l'instar des infrastructures, de la formation professionnelle, de la décentralisation... vont bénéficier des appuis financiers de la BAD, du Pnud et de l'Inde.

Des soutiens de taille annoncés en RCA

C'est au cours d'une récente visite d'une délégation des investisseurs en République Centrafricaine qu'accompagnait Jaydip Brahmbhatt, vice-président du Parti du peuple indien (BJP), pour la présentation de plusieurs projets que l'Inde entend implémenter dans les tous prochains mois, que cette information a été révélée au grand public. En clair, ces projets comprennent entre autres : un important investissement dans le domaine de l'enseignement supérieur avec la construction des universités scientifiques en RCA.

Au cours de l'audience qu'a accordé le président de la République Faustin Archange Touadera à la délégation indienne, l'expérience de l'Inde dans de tels partenariats avec

d'autres pays africains particulièrement dans le domaine de l'enseignement supérieur, a permis de rassurer le Chef de l'État Centrafricain, soucieux d'offrir à ses jeunes compatriotes les chances de préparer leur avenir en se formant dans des métiers porteurs. Ce désir du président a amené la délégation à renseigner le chef de l'État de ce que, l'Inde est disposé à soutenir la République Centrafricaine dans le domaine de l'apprentissage et de la formation des jeunes à brève échéance.

Dans le même sciage, Jean Luc Stalon et Mamady Souare, respectivement Représentant résident du Pnud et Responsable du groupe de la BAD en RCA a fait savoir que, le Programme des nations unies pour le développement (Pnud) et la Banque



africaine de développement (BAD) ont émis la volonté d'accompagner les efforts de développement de la République Centrafricaine.

Tout en faisant le round-up de l'évolution des projets financés par du Pnud en RCA, Mamady Souare et le Président Touadera ont également discuté des orientations don-

● Faustin Archange Touadera, président de la République Centrafricaine.

nées à certains grands projets en cours dans le pays. « Nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de projets structurants au-delà du corridor 13 qui va bientôt être mise en œuvre. Notre mission est aussi de mobiliser d'autres bailleurs de fonds au-delà de nous-mêmes afin de financer des projets de développement en République Centrafricaine », a-t-il relevé au terme de l'audience avec le président de la République.

Le corridor 13, d'une distance de 164 kilomètres, l'aménagement et le revêtement de la route Gouga-Mongoumba-Mbaïki, longue de 109 kilomètres ainsi que la réhabilitation de la route Mbaïki-Bangui, longue de 112 kilomètres ; soit un linéaire total de 221 kilomètres de routes aménagées qui

vont permettre au pays de disposer d'un autre corridor que celui du Cameroun à partir de Brazzaville, pour diversifier l'acheminement des marchandises dans le pays. D'après le représentant du Pnud, la tenue des élections locales constitue une phase importante pour la mise en œuvre du processus de décentralisation et de développement local. Toutes choses qui vont créer la redevabilité entre les populations et leurs élus. Soucieux de la stabilité du pays en général et des régions longtemps restées sous l'occupation des groupes armés, le chef de l'Etat et le représentant du Pnud en RCA se sont accordés sur le fait que ces différentes actions permettront de ramener la sécurité et la stabilité dans le pays.

Sorelle Ninguem

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le sud-africain MTN veut se retirer de trois marchés en Afrique

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie d'optimisation du portefeuille du groupe sud-africain, et à simplifier sa structure pour réduire son exposition aux marchés les plus risqués.



MTN Group, l'un des principaux acteurs des télécommunications en Afrique, envisage de se retirer de ses filiales en Guinée, en Guinée-Bissau et au Liberia. Cette décision fait suite à une offre d'Axian Telecom pour la reprise de ces opérations. Dans un communiqué du groupe des télécoms, l'on apprend que les discussions sont encore à un stade préliminaire et que tout processus de vente sera soumis à des engagements et à une communication appropriée avec les parties prenantes.

La base d'abonnés combinée de MTN Guinée, MTN Guinée-Bissau et MTN Liberia représente environ 6,1 millions d'abonnés, soit une petite portion des 291 millions d'abonnés du groupe. Ces trois filiales ont contribué à hauteur de 0,7 % au bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) pour le premier trimestre 2023. Cette décision de se retirer partiellement de l'Afrique de l'Ouest fait suite à la sortie

définitive de MTN du Moyen-Orient, entreprise entamée en 2020.

MTN a progressivement quitté les marchés syrien, yéménite et afghan, et a décidé de rester en Iran où elle détient une participation minoritaire dans Irancell. La démarche permet à MTN de se concentrer sur ses activités principales en Afrique et de réduire son exposition aux marchés les plus risqués.

De son côté, Axian Telecom poursuit son expansion sur le marché des télécommunications africain, ayant récemment acquis MIC Tanzania en avril 2022.

François Gabriel Mbala

INVESTISSEMENT

Africa Finance Corporation déjà investi 11,5 milliards de dollars dans 36 pays africains

La société financière indique avoir augmenté ses actifs totaux de 23 %, atteignant ainsi ses objectifs de croissance quinquennaux un an avant l'échéance.

Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé une augmentation de 36 % de son bénéfice, atteignant 285,9 millions de dollars, et une augmentation de 54 % de son revenu d'exploitation, pour un montant de 400,4 millions de dollars pour l'exercice 2022.

La portée de la société, apprend-on, s'est étendue grâce à des investissements dans 36 pays et à sept nouveaux États membres, portant le nombre total d'États membres à 40. De plus, quatre nouveaux actionnaires souverains, l'Égypte, Maurice, la Côte d'Ivoire et la RDC, ont contribué à augmenter les capitaux propres de 21 % à 2,67 milliards de dollars.

Suivant les explications de Samaila Zubairu, président-directeur général d'AFC, la performance constamment forte de la société a été réalisée en investissant dans des projets qui conjuguent un impact de développement significatif avec des rendements ajustés au risque élevés, en ti-



rant parti des talents et de la culture d'exécution de la société pour réaliser son mandat de construction de l'infrastructure nécessaire pour favoriser l'industrialisation en Afrique.

AFC a lancé une facilité de 2 milliards de dollars en réponse à la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement mondiale et aux autres défis économiques créés par la pandémie de COVID-19 et le conflit Russie-Ukraine. La facilité vise à soutenir la reprise économique et la résilience en Afrique, en aidant à stimuler une nouvelle phase de croissance axée sur la maximisation de la capture de la valeur des ressources et la création d'emplois domestiques.

FGM

PUBLICITÉ



Découvrez Zanzibar

10 jours & 09 nuits



Par Personne
550000 Fcfa

INCLUS

- ✓ Hébergement en chambre double + Petit déjeuner
- ✓ Tour de prison island
- ✓ Visite au marché des épices
- ✓ Safaris bleu
- ✓ Croisière au coucher du soleil
- ✓ Transfert aéroportuaire

EXCLUS

- Taxe hotelière: 1usd par jour
- Billet d'avion (tarif selon disponibilité au moment de l'achat)



+237 694 68 75 86
678 98 55 00



SOFITOU SA
Agence de Bonapriso
(Face les gais lutins)
Douala - Cameroun

Validité de l'offre
Jusqu'au 14 Décembre